



RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Hassan Rahali, *Président du Conseil* ;
Dirk De Block, Amet Gjanaj, Josiane Dostie, Abdelkarim Haouari, Saliha Raiss, Mohammed El Bouzidi, Mohammed Kalandar, *Échevin(e)s* ;
Ahmed El Khannouss, Jamel Azaoum, Olivier Mahy, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Luc Vancauwenberge, Yassine Akki, Khalil Boufraquech, Didier Fabien Willy Milis, Emre Sumlu, Rachid Ben Salah, Taoufik Hamzaoui, Didier-Charles Van Merris, Hamza Zibouh, Harmony Deknudt, Rachid Mahdaoui, Ibrahima Bah, Wafa Chelh, Hilde Sagon, Mohamed El Hamouti, Ali Syed, Maria Vindevoghel, Khalid El Jaïdi El Qazouy, Mohamad Chehade, Nouhéb Belghith, Matteo Kopriva, Valérie Loseke Nembalemba, Cloë Machuelle, Marie De Leener, *Conseillers communaux* ;
Nathalie Vandeput, *Secrétaire f.f.*

Excusés

Catherine Moureaux, *Bourgmestre* ;
Oumar Diallo, *Échevin(e)* ;
Hassan Ouassari, Michaël Vossaert, Mohamed Adahchour, Hakim Aissati, Mohamed Arabi, Nouhaila El Akrouch, Asma Boutaarourt, *Conseillers communaux*.

Séance du 18.06.25

#Objet : Taxes communales - Taxe sur les établissements bancaires et assimilés - Exercices 2025 à 2030 inclus - Modification. #

Séance publique

Finances

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;
Vu l'article 117 et 118 de la Nouvelle Loi communale ;
Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;
Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;
Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;
Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;
Vu le règlement relatif à la taxe sur les établissements bancaires et assimilés, établi par décision du Conseil communal du 20 janvier 2021 pour les exercices 2021 à 2025 inclus ;
Considérant que les établissements bancaires et assimilés ainsi que les appareils distributeurs automatiques de billets de banques installés ou placés sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean requièrent une attention particulière des forces de l'ordre en termes de sécurité publique dont le financement est à charge des communes ;
Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;
Considérant qu'il appartient à l'autorité communale, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes d'établir certaines impositions: que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impositions établies par elle
Vu la situation financière de la Commune ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2025 à 2030 inclus, une taxe annuelle sur :

- 1) les établissements bancaires et assimilés.
- 2) les appareils automatiques permettant d'effectuer toutes opérations de banque.

Article 2

Par "*établissements bancaires et assimilés*", il y a lieu d'entendre tout établissement, tout organisme financier, ainsi que leurs succursales et agences et pour autant qu'ils soient accessibles à la clientèle, se livrant pour compte propre ou à titre d'intermédiaire, à des activités de dépôts bancaires et/ou de crédits sous des formes quelconques, à des activités de distributeur de produits bancaires ou financiers, à des activités de transfert d'argent, de change ou qui fournissent des services de paiement.

Par « *appareils automatiques permettant d'effectuer toutes opérations de banque et de courrier* », tout appareil pouvant être utilisé de la voie publique ou de tout autre endroit accessible aux clients et au public et permettant de procéder à des opérations de retrait d'argent, de dépôt, d'épargne, de consultation et/ou d'impression de courriers (extraits de compte) ;

Article 3

La taxe est due :

1. pour les établissements bancaires et assimilés : par la personne physique ou morale à l'intervention de laquelle l'établissement bancaire ou assimilé est installé sur le territoire de la commune et/ou au nom de laquelle il est exploité.
2. pour les appareils automatiques : par le gestionnaire de l'établissement bancaire ou assimilé auquel appartient le ou les appareil(s) automatique(s).

Article 4

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

1. 3.800,00 EUR par an par établissement bancaire ou assimilé
2. 4.500,00 EUR par an par appareil par distributeur de billets et/ou de courrier

La taxe est due pour la totalité de l'année d'imposition, quel que soit le moment de l'ouverture ou de la fermeture de l'établissement bancaire ou assimilé ou du placement de l'appareil automatique.

Article 5

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 6

Le contribuable est tenu de notifier immédiatement à l'administration communale, par lettre recommandée, toute cession ou cessation d'activité.

Article 7

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlée simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 8

Le propriétaire du bien, personne physique ou morale, est solidairement responsable du paiement de la taxe due par le redevable.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 10

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôts directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 11

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 12

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 13

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 14

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2025, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 20 janvier 2021.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

36 votants : 28 votes positifs, 8 votes négatifs.

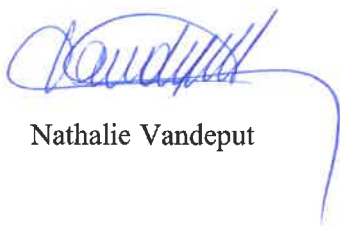
AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Secrétaire f.f.,
(s) Nathalie Vandeput

Le Président du Conseil,
(s) Hassan Rahali

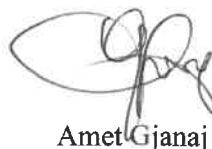
POUR EXTRAIT CONFORME
MOLENBEEK-SAINT-JEAN, le 23 juin 2025

Secrétaire f.f.,



Nathalie Vandeput

Le Bourgmestre f.f.,



Amet Gjanaj

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Hassan Rahali, *Voorzitter van de Raad* ;
Dirk De Block, Amet Gjanaj, Josiane Dostie, Abdelkarim Haouari, Saliha Raiss, Mohammed El Bouzidi, Mohammed Kalandar, *Schepenen* ;
Ahmed El Khannouss, Jamel Azaoum, Olivier Mahy, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Luc Vancauwenberge, Yassine Akki, Khalil Boufraquech, Didier Fabien Willy Milis, Emre Sumlu, Rachid Ben Salah, Taoufik Hamzaoui, Didier-Charles Van Merris, Hamza Zibouh, Harmony Deknudt, Rachid Mahdaoui, Ibrahima Bah, Wafa Chelh, Hilde Sagon, Mohamed El Hamouti, Ali Syed, Maria Vindevoghel, Khalid El Jaidi El Qazouy, Mohamad Chehade, Nouh  b Belghith, Matteo Kopriva, Valérie Loseke Nembalemba, Clo   Machuelle, Marie De Leener, *Gemeenteraadsleden* ;
Nathalie Vandeput, *Wvd. Secretaris*.

Verontschuldigd

Catherine Moureaux, *Burgemeester* ;
Oumar Diallo, *Schepen* ;
Hassan Ouassari, Michaël Vossaert, Mohamed Adahchour, Hakim Aissati, Mohamed Arabi, Nouhaila El Akrouch, Asma Boutaarourt, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 18.06.25

#Onderwerp : Gemeentebelastingen - Belasting op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen - Dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en wijzing. #

Openbare zitting**Financiën****DE RAAD,**

Gelet op artikels 41, 162 en 170    4 van de Grondwet;
Gelet op artikel 117, 118 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gezien het artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;
Gelet op het wet van 13 april 1919 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;
Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd ;
Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;
Gelet op het belastingsreglement op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 20 januari 2021 voor de dienstjaren 2021 tot 2025 inbegrepen;
Overwegende dat de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen alsook de automatische verdeelapparaten van bankbiljetten geïnstalleerd of geplaatst op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek bijzondere aandacht vereisen van de ordediensten inzake de openbare veiligheid waarvan de financiering ten laste van de gemeentes is;
Overwegende dat het doel, dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de Financiële middelen te verschaffen, die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;
Gelet op de Financiële toestand van de Gemeente;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:**Artikel 1**

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen, een jaarlijkse belasting geheven op:

- 1) de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen.
- 2) de automatische apparaten voor alle bankverrichtingen.

Artikel 2

Onder "bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen" elke inrichting en elke Financiële instelling, evenals de bijhuizen en

agentschappen ervan, die toegankelijk zijn voor het publiek en die voor eigen rekening of als tussenpersoon actief zijn op het vlak van deposito- en/of kredietverrichtingen in ongeacht welke vorm, de verdeling van bank- of financiële producten, geldoverdrachten of wisselverrichtingen of die betalingsdiensten leveren.

Onder " geld- en uittrekselautomaat " elk apparaat waarmee het mogelijk is van op de openbare weg of elke andere voor de klanten en het publiek toegankelijke plaats geldopnemingen, depositoverrichtingen, spaarverrichtingen, raadplegingen en/of afdrucken van briefwisseling (rekeninguittreksels) uit te voeren.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd:

- 1) voor de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen: door de natuurlijke of de rechtspersoon door wiens tussenkomst de bank- of daarmee gelijkgestelde instelling geïnstalleerd is op het grondgebied van de gemeente en/of op wiens naam deze uitgebraat wordt.
- 2) voor de automatische apparaten: door de beheerder van de bank- of daarmee gelijkgestelde instelling aan wie het automatische apparaat/de automatische apparaten behoort/behooren.

Artikel 4

Het bedrag van de belasting wordt als volgt vastgesteld:

- 1) 3.800,00 EUR per jaar per bank- of daarmee gelijkgestelde instelling;
- 2) 4.500,00 EUR per jaar per geld- en uittrekselautomaat.

De belasting is verschuldigd voor het hele aanslagjaar, ongeacht het moment van de opening of de sluiting van de bank- of daarmee gelijkgestelde instelling of de plaatsing van het automatische apparaat.

Artikel 5

De belastingsschuldige ontvangt vanwege het gemeentebestuur een aangifteformulier dat door hem, behoorlijk ingevuld en ondertekend, voor de erin vermelde vervaldatum moet worden teruggestuurd. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangt, dient aan het gemeentebestuur, uiterlijk op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar de gegevens mee te delen die nodig zijn voor het heffen van de belasting. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Artikel 6

De belastingsschuldige is verplicht het Gemeentebestuur te verwittigen, per aangetekende brief, van de overdracht of de stopzetting van zijn bedrijf.

Artikel 7

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 8

De eigenaar van het goed, natuurlijke- of rechtspersoon, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingsschuldige.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd via kohier. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 10

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, dit intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 11

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, deinvordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldverordeningen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 12

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

De indiening van een bezwaarschrift schort de opeisbaarheid van de belasting niet op en ontslaat niet van de verplichting om die te betalen binnen de daartoe bepaalde termijn.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 13

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres,

telefoonnummer, patrimoniumsgegevens ;

- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 14

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2025, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 20 januari 2021.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

36 stemmers : 28 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

Wnd. Secretaris,
(g) Nathalie Vandeput

De Voorzitter van de Raad,
(g) Hassan Rahali

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
SINT-JANS-MOLENBEEK, 23 juni 2025

Wnd.Secretaris,



Nathalie Vandeput

De Wnd. Burgemeester,



Amet Gjanaj

